

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 26/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CONSTELLIUM NEUF BRISACH

USINE DE BIESHEIM
ZIP RHENANE NORD RD 52
68600 Biesheim

Références : 0006700469_2023_09_20_CONSTELLIUM_BIESHEIM_VIIC-MMR
Code AIOT : 0006700469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. L'inspection a été annoncée le 31/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle s'inscrit dans le cadre de la vérification des critères d'efficacité, d'adéquation de cinétique, de maintenance, et de tests de certaines Mesures de Maîtrise des Risques identifiées par l'Inspection dans l'étude de dangers des installations déposées en juillet 2022. Au-delà de la vérification de ces critères réglementaires, l'Inspection a été mise à profit pour vérifier la conformité des MMR décrites à celles mises en avant dans l'étude précitée afin de décoter en probabilité certain des accidents majeurs pouvant survenir sur les installations.

Les constats concernent uniquement l'examen des MMR suivantes (identifiées par l'exploitant dans son étude de dangers transmise en juillet 2022) :

- **Canal C3 : Détection de gaz (5 détecteurs de type explosimètres avec fermeture automatique de 2 électrovannes en pied de réservoir propane par coupure de l'alimentation électrique)** utilisée notamment pour la décote des scénarios :
 - rupture guillotine tuyauterie de soutirage propane (scénario non sortant mais effet domino sur un scénario d'accident majeur)
 - par effet domino BLEVE de la cuve Propane (scénario d'accident majeur)
 - par effet domino BLEVE du Camion Propane (scénario d'accident majeur)
- et **Intervention avec les moyens mobiles du site (canon à mousse de 120 m3/h)**

dimensionnés pour assurer l'extinction. Utilisée pour la décote des scénarios d'incendie :

- LiqInf1 Therm a et b – Feu de flaque vernis conditionnés (scénarios d'accident majeur)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Constellium est un groupe mondial spécialisé dans la fabrication de produits en aluminium, incluant produits laminés, produits extrudés et pièces structurales. Constellium compte près de 12 000 employés dans le monde et exploite 24 sites de production en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

Le site de production de Biesheim, possède une capacité de production d'environ 400 000 tonnes d'aluminium liquide par an pour les marchés de l'automobile et de l'emballage.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral (codificatif) du 21 juillet 2022 à exploiter un ensemble d'ICPE qui concourt à son procédé industriel de fabrication. Les installations sont par ailleurs soumises aux dispositions des directives dites "IED" et "SEVESO".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Mesures Maîtrise des Risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Mesures de Maîtrise des Risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Mesures de Maîtrise des Risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	Sans objet
6	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site, et l'examen des documents portés à la connaissance de l'Inspection

mettent en avant que certaines des MMR employées par l'exploitant ne sont pas conformes aux dispositions réglementaires qui leur sont opposables en matière d'efficacité, de cinétique de mise en œuvre, de maintenance ou de test.

Par ailleurs, ce contrôle permettra d'alimenter l'examen de la mise à jour de l'EDD déposée en juillet 2022. Cet examen sera détaillé dans un rapport de l'Inspection dédié à cet objet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Qualification de la MMR
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces [...]
Constats : non-publiables, reportés sur un annexe communicable mais non-publiable.
Observation n°1 : il appartient à l'exploitant de reprendre le contenu du document dénommé « Note Technique – fonctionnement de la centrale gaz » qui contient des erreurs quant au fonctionnement de la centrale gaz et des différents seuils d'alarme associés à l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Mesures Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Cinétique
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent [...] avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser,[...]
Constats : non-publiables, reportés sur un annexe communicable mais non-publiable.
Observation n°2 : L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le maintien d'une MMR type « intervention » ou « plan d'urgence », il convient bien de considérer que tous les maillons de la MMR sont à maintenir. A la fois les compétences humaines associées à cette MMR (et pour toutes les personnes impliquées de la détection, à la transmission et l'actionnement), et les éléments techniques qui la composent, et ce, de manière exhaustive. En effet dans une MMR de ce type un ensemble d'éléments techniques intervient, de la détection à l'actionnement tel que : le boîtier de déclenchement de l'alarme, les téléphones, les radios, les systèmes de relais de l'information, les alarmes visuelles et sonores associées, les engins motorisés utilisés, les engins et équipements de lutte contre l'incendie mis en œuvre, les émulseurs, etc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être [...] maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité
Constats : non-publiables, reportés sur un annexe communicable mais non-publiable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mesures de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Tests
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent [...] être testées [...]
Constats : non-publiables, reportés sur un annexe communicable mais non-publiable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Etat initial et programme de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Constats : 1) Concernant la MMR "Détection de gaz (5 détecteurs de type explosimètres avec fermeture automatique de 2 électrovannes en pied de réservoir de propane par coupure de l'alimentation électrique) : Afin de répondre à la prescription contrôlée, l'exploitant a fourni une « fiche de vie » de la MMR considérée reprenant un ensemble d'éléments cités dans les points de contrôle précédent en matière de dimensionnement, de maintenance, de tests, etc. Cette fiche de vie est cohérente avec les éléments mentionnés dans le guide professionnel « DT 93 – GUIDE MÉTHODOLOGIQUE POUR LA GESTION ET LA MAÎTRISE DU VIEILLISSEMENT DES MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES INSTRUMENTÉES (MMRI) » établi en juillet 2011 par France Chimie et l'Union Française

des Industries Pétrolières.

Cependant, la fiche de vie présentée est incomplète, et pour exemple certaines parties comme :

- la détermination du programme de surveillance par calcul de fiabilité,
- les prescriptions et recommandations de maintenance des fournisseurs,
- la gestion de l'obsolescence des matériels,

ne sont pas complétées par l'exploitant.

Il apparaît donc que le plan de surveillance établi par l'exploitant est incomplet, et ne suit pas les recommandations du guide pris en référence par l'exploitant.

2) Concernant la MMR "Intervention avec les moyens mobiles du site canon à mousse de 120 m3/h dimensionnés pour assurer l'extinction" :

Le contrôle de la prescription n' pas été réalisé pour cette MMR.

Observation n°3 : Il convient de considérer que les équipements techniques instrumentés de la barrière « Intervention avec les moyens mobiles du site canon à mousse de 120 m3/h dimensionnés pour assurer l'extinction » sont soumis aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Perte d'utilités

Prescription contrôlée :

L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

Constats :

1) Concernant la MMR "Détection de gaz (5 détecteurs de type explosimètres avec fermeture automatique de 2 électrovannes en pied de réservoir de propane par coupure de l'alimentation électrique) :

Le contrôle a uniquement porté sur les phases d'exploitation où la MMR pourrait être indisponible.

Afin de répondre à la prescription contrôlée, l'exploitant a présenté à l'Inspection une procédure de gestion modes dégradés de fonctionnement des MMR. Cette procédure est une consigne incluse dans le SGS du site, dénommée « Fonctionnement dégradé / neutralisation d'un EIPS, organe de sécurité ou de sûreté » (n°CNG_ESS_17). Elle est formalisée par un enregistrement

dénommé : « Avis de fonctionnement dégradé et mesures compensatoires ». Ainsi en cas de défaut sur l'un des constituants de la MMR, l'exploitant déploie cette procédure, afin de gérer l'absence temporaire de sécurité, avec mise en place de mesures compensatoires. Ces éléments sont proposés par le superviseur de l'unité concernée, validés immédiatement par le DOI, puis signés dans les 24 heures par ce dernier. Il est à noter que les mesures compensatoires ne sont pas prédéfinies par l'exploitant, car elles peuvent dépendre de la situation selon lui. L'analyse du scénario d'accident de l'étude de dangers de chaque MMR permet d'établir à froid des mesures compensatoires cohérentes avec la fonction de sécurité de la MMR, et du scénario redouté à couvrir. Pour exemple une mesure compensatoire consistant à arrêter l'utilisation du transfert de produit, d'une capacité chargée, n'est pas efficace vis-à-vis d'un scénario de fuite sur la capacité pendant des phases de travaux ou dû à des aléas climatiques (agressions externes d'une manière générale).

L'exploitant a fait que pour la partie stockage et transfert de propane, l'installation est couverte par un contrat de maintenance avec intervention pour dépannage sous 24h (la partie actionnement de la MMR étudiée est donc couverte par ce contrat). En revanche la partie détection et transmission est soumise en termes d'intervention aux aléas de la disponibilité du prestataire pour intervention.

Il est par ailleurs à noter que la MMR est à sécurité positive ; en cas de défaut sur la chaîne de détection, transmission, action, les vannes de sectionnement sur les deux lignes de soutirages se mettent en position fermée (information obtenue au travers des documents techniques fournis par l'exploitant, pas de test réalisé sur site).

2) Concernant la MMR "Intervention avec les moyens mobiles du site canon à mousse de 120 m3/h dimensionnés pour assurer l'extinction" :

Le constat relatif à cette prescription n'a pas été réalisé pour cette MMR.

Observation n°4 : la procédure de « shunt » prévue par l'exploitant gagnerait en efficacité si une prédétermination à froid des mesures compensatoires était réalisée sur chacun des scénarios concernés.

Observation n°5 : compte tenu de l'absence de garantie d'intervention rapide sur une partie de la MMR en cas de défaut sur cette dernière, il apparaît judicieux que l'exploitant établisse à froid des mesures compensatoires solides et pérennes dans le temps afin de couvrir si possible l'ensemble des scénarii d'accidents (et notamment tous les événements initiateurs, et tous les phénomènes dangereux associés) en cas de défaillance de sa MMR.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet